# 11e PRIX « BONNE PRATIQUE EN PARTICIPATION CITOYENNE »

FICHE DE CANDIDATURE

## A. DONNÉES DE BASE DE L'EXPÉRIENCE

| | | |
|---|---|---|
| Titre de l'expérience : **Université de la décentralisation** | | |
| Nom de la ville/région : **Dakar** | | |
| Entité de promotion : **Cercle des communicants en décentralisation** | | |
| Pays : **Sénégal** | | |
| Date de début : Juillet | Date de fin : Décembre | |
| Taille de la localité : 3.137.196 Habitants | | |
| Superficie : 550 Km² | | |
| Densité de population : 65 habitants/km² | | |
| Revenu par habitant : 986 $USD | | |
| Principal secteur économique : | | |
| Type d'expérience | Audiences et forums | **x** |
| Cadre territorial | Ensemble du territoire | **x** |
| Domaine thématique | Gouvernance | **x** |
| | Décentralisation | x |
| | Développement local | x |

## B. FONCTIONNEMENT

**DESCRIPTION DU CONTEXTE DANS LEQUEL L'EXPÉRIENCE A ÉTÉ MISE EN OEUVRE**

Dans un pays aussi pauvre, le développement territorial apparaît comme une solution de sortie de crise de plus en plus prisée. Dans ce contexte, les choix en matière d'aménagement du territoire ne seront recevables que s'ils sont susceptibles de conduire au développement économique et social; mais ils doivent respecter les droits humains. Ce projet est ainsi déroulé dans un contexte de mise en œuvre de l'Acte 3 de a décentralisation. il s'agit de la réforme territoriale engagée par le nouveau régime depuis décembre 2013. Cette réforme dans sa première phase a érigée les anciennes communautés rurales en commune de plein exercice. Dans cette première phase toujours le département est érigé en collectivité et la région en tant que collectivité locale supprimée. Tirant les leçons du passé, le Sénégal s'est engagé dans l' « Acte III » de la décentralisation érigeant le développement durable de territoires viables, compétitifs et gage de l'émergence du pays.

Ainsi le Sénégal, à travers le lancement de l'Acte III de la décentralisation, a jeté les bases d'une réforme dont la territorialisation est le maître mot. Cette territorialisation n'est réalisable qu'avec la collaboration des collectivités locales, plus proches des territoires et de leurs réalités.

Le développement local, au Sénégal comme dans la plupart des pays africains, souffre d'un environnement économique globalement peu favorable.

Les raisons sont multiples. On peut en retenir :

- l'insuffisance des ressources financières
- la faiblesse de l'expertise locale
- l'absence de mécanismes de contrôle

Suite aux carences économiques de l'État, les collectivités locales sont appelées à développer des stratégies propres au milieu pour relever le niveau de vie des populations dont la participation dans la gestion des collectivités locales est érigée en principe par le nouveau code général des collectivités locales.

**OBJECTIFS**

Ce projet vise à participer d'une manière significative à la promotion de la participation citoyenne à la gouvernance locale et à la promotion de la décentralisation. Son principal objectif est d'améliorer les connaissances et compétences des élus pour une meilleure gestion des collectivités locales et amener tous les citoyens à s'intéresser davantage au développement territorial conformément aux dispositions de l'article 106 du nouveau code général des collectivités locales du Sénégal

Le projet vise de manière spécifique à :

- Renforcer la démocratie locale
- développer un environnement économique favorable aux investissements du secteur privé local.
- Amener les citoyens à s'intéresser aux questions de décentralisation et de démocratie locale
- Mettre à la disposition des citoyens un cadre d'échange et de partage sur des questions liées au développement territorial
- Permettre aux collectivités locales cibles de faire un diagnostic profond de leurs difficultés
- Jeter les bases d'une réflexion profonde sur le développement des collectivités locales cibles
- Sensibiliser les populations locales sur les outils de lutte contre la corruption ainsi que du

contrôle citoyen.

- Promouvoir la démocratie locale

**DESCRIPTION DE L'EXPÉRIENCE**

L'Université de la décentralisation a été lancée en juillet 2016 à Dakar. Une rencontre qui a réuni l'ensemble des acteurs territoriaux et membres de la société. Le thème général de cette rencontre portait sur la contribution du secteur privé au financement du développement local. Cette rencontre s'est déroulée en présence du Ministre de la gouvernance locale, du développement et de l'aménagement du territoire, Monsieur Abdoulaye Diouf SARR.

Au regard de la pertinence de la thématique, la présence des personnalités, organisations, élus et représentations diplomatiques qui ont pris part à la rencontre, le Ministre de la Gouvernance locale a modéré les travaux, au terme de la cérémonie d'ouverture. Trois communications ont présentées :

- Cadre d'intervention du secteur privé, par Professeur Mamadou KAMARA, Université Gaston Berger de Saint Louis

- Le secteur privé et le développement économique local, par Cheikh NDIAYE, Directeur du Secteur Public Local

- Rôle et responsabilité du secteur privé sur le développement économique local : l'exemple de la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal, par M. Mor Talla KANE, Directeur exécutif de la CNES

Après le lancement une deuxième session a été organisé en novembre 2016 sur Le Cercle des communicants en décentralisation (2CD), avec l'appui de Enda Ecopop a organisé la deuxième session de l'Université de la décentralisation du 03 au 05 novembre 2016. Deux activités étaient inscrites dans l'agenda de cette session :

1. Un panel sur le thème : « Le financement du développement local, aujourd'hui ».

Après l'introduction générale, trois présentations ont été faites :

- Les mécanismes innovants du développement local, par Monsieur Lamine SARR, Directeur

de la promotion du développement territorial – ADL

- Le statut de l'élu local dans le contexte de l'acte 3, par Alioune Niang MBAYE, DG de l'Institut Africain de développement local (IADL)
- Les rapports entre collectivités locales et media, par M. Ousseynou TOURE, spécialiste de la communication au Programme National de Développement Local
- Présentation de l'application YTAX, par Monsieur Bachir KANOUTE, Directeur Exécutif de Enda Ecopop

A la suite de ces trois présentations, les débats ont été ouverts. Ce qui a ainsi permi aux participants à la rencontre de donner leur avis et interpeller le Ministre sur certaines questions particulière. Des recommandations ont été formulées à la fin des débats. Il s'agit de :

- Partager les présentations et les actes de la deuxième université de la décentralisation
- Travailler à renforcer la compréhension des textes qui régissent le secteur de la décentralisation

- Les collectivités locales doivent saisir les opportunités offertes par l'acte 3 pour assurer le financement du développement local
- Les journalistes et communicants doivent se rapprocher davantage des collectivités locales
- Une très large diffusion du système YTAX dans les collectivités locales
- L'organisation de l'Université de la décentralisation dans toutes les régions du Sénégal

2. Un séminaire de formation de deux jours sur le thème:

« Budget participatif: Quelles stratégies pour le renforcement et la durabilité des cadres de participation citoyenne ».

Voici les questions qui ont été abordées

- Décentralisation et transfert de compétence
- Les principes du Budget participatif
- Les dimensions du budget participatif

- Les rapports entre media et collectivités locales
- Le budget participatif, un levier de vulgarisation de la démocratie locale

L'atelier aura permis aux participants notamment les journalistes de mesurer les enjeux du budget participatif et de la participation citoyenne après en avoir perçu le sens et les orientations. Dorénavant, ils seront à même de pouvoir poser les bonnes questions ou problématiques pour amener les citoyens à s'approprier des principes du Bp. Il faut rappeler que ce séminaire avait réuni des élus, journalistes et membres de la société civile.

**LEADERSHIP DE L'INITIATIVE ET CORESPONSABILITÉ DES DIFFÉRENTS ACTEURS**

Le processus de mise en œuvre de l'Université de la décentralisation est assuré par le Cercle des communicants en décentralisation (2CD) regroupe des journalistes appartenant à différents organes, des juristes et économistes travaillant sur la décentralisation, le développement territorial et les droits humains. Elle est représentée dans les différentes régions du Sénégal par des points focaux et ses activités ciblent de manière spécifique les 45 départements du Sénégal. 2CD se veut un cadre d'échange, qui appuie toutes les actions ayant pour objectifs de faire la promotion de la territorialisation des politiques publiques. 2CD est ainsi chargé d'assurer l'organisation pratique des différentes sessions qui réunit des membres de l'association, des acteurs territoriaux ou simples citoyens. L'animation technique est assurée par des experts de l'ONG Enda Ecopop, du Ministère de la Gouvernance locale et des Professeurs d'universités

**TRANSVERSALITÉ ET COORDINATION AVEC D'AUTRES ENTITÉS OU AVEC D'AUTRES SERVICES DE LA MÊME ADMINISTRATION COMMUNALE**

La Coordination varie en fonction des zones qui abritent l'université de la décentralisation. Le cercle des communicants en décentralisation préfère toujours travailler avec des acteurs locaux qui à leur tour identifie les personnes ressources et les participants qui seront choisis dans le quartier qui reçoit l'Université

## C. MÉTHODOLOGIE

**DESCRIPTION DE LA MÉTHODOLOGIE ET DES MÉCANISMES DE PARTICIPATION MIS EN PLACE DANS LES DIFFÉRENTES PHASES DU PROCESSUS**

la démarche est une démarche inclusive et participative conformément à l'objectif visé. Ce projet s'articule autour de plusieurs activités phares menées à Dakar. Il s'agit d'organiser dans un premier temps un atelier de lancement. Ensuite l'organisation de sessions avec des thématiques différentes. Chaque session comporte a un panel qui est ouvert à tous les acteurs et de deux jours de formation. Ces rencontres réunissent des élus, les partenaires au développement, des Agences et services de l'Etat qui interviennent dans le développement territorial, des institutions, des investisseurs privés et de la société civile.

## D. RESSOURCES FINANCIÈRES

| |
|---|
| **BUDGET**<br>Montant global et pourcentage par rapport au total du budget du projet/institution : 160.000.000 F CFA |
| **STRATÉGIE DE FINANCEMENT**<br><br>Le Ministère de la Gouvernance locale, (Public)<br>Le programme national de développement local (public)<br>L'agence de développement local (public)<br>Enda Ecopop (privé)<br>Confédération nationale des employeurs du Sénégal (privé)<br>La coopération luxembourgeoise (privé) |

## E. DIFFUSION DE L'INFORMATION ET FEED-BACK VERS LES PARTICIPANTS

| |
|---|
| **DESCRIPTION DE L'INFORMATION DIFFUSÉE PENDANT LE PROCESSUS**<br><br>Toutes les informations diffusées au cours de ce projet sont relatives à l'importance de la participation citoyenne dans la gestion des affaires publiques surtout au niveau local. La promotion de la gouvernance participative est le maitre mot des discours prononcés en incitant les élus a adopté le budget participatif dans leur gestion. |
| **RENVOI AUX PARTICIPANTS**<br>Qui en a été le destinataire (général, individuel, sectoriel) et dans quelle(e) phase(s) du processus ? Caractère obligatoire du renvoi, moyens/voies utilisés.<br><br>Il faut préciser par-là que 2CD dispose d'un Magazine entièrement dédié à la gouvernance locale. Ce qui fait les thématiques traitées lors des sessions sont publiées dans le Magazine. Outre ce support des rapports sont rédigés et envoyés aux participants par la voie électronique |

## F. RÉSULTATS

| |
|---|
| **NOMBRE TOTAL DE PARTICIPANTS AU PROCESSUS ET POURCENTAGE SUR LE TOTAL DE LA POPULATION CIBLE. PROFIL DES PARTICIPANTS**<br>2.600 personnes ont participées à l'ensemble des sessions de l'année 2016. Il s'agit des journalistes, étudiants, élus, membres de la société civile etc. |

**RÉPERCUSSIONS SUR LA POLITIQUE PUBLIQUE. INDIQUEZ SI, À LA SUITE DE L'EXPÉRIENCE, IL Y A EU DES CHANGEMENTS CONCERNANT LA LÉGISLATION, LES INTERVENTIONS DE L'ADMINISTRATION (PLANS, PROJETS, ETC.), LE BUDGET OU LA GESTION MUNICIPALE.**

Par rapport au financement des collectivités locales des changements ont été notés. Vu l'important plaidoyer qui a été fait, l'Etat du Sénégal a augmenté les fonds qui sont annuellement alloués aux collectivités locales. Les différentes organisations du privé ont également pris l'engagement de sensibiliser les entreprises pour une meilleure contribution du secteur privé au développement local. Sur le Budget particpatif, plusieurs maires sénégalais ont aujourd'hui épousé ce concept

**RÉPERCUSSIONS SUR LES ACTEURS. EFFETS CULTURELS SUR LES PARTICIPANTS ET LES PARTICIPANTES AINSI QUE SUR L'ADMINISTRATION COMMUNALE (TECHNICIENS, POLITIQUES…).**

Les élus qui participent à l'Université de la décentralisation ont tous adopté le budget participatif. Les journalistes également ont initié des émissions qui sensibilisent les élus sur l'importance de dérouler le budget participatif. Les autres participants issus de la société civile mènent à leur niveau un travail de sensibilisation sur la population. Ce qui permet de constater nettement l'impact du projet sur les participants et l'administration communale.

| |
|---|
| **RÉPERCUSSIONS SUR L'EXTÉRIEUR. L'EXPÉRIENCE EST TRANSFÉRABLE OU REPRODUCTIBLE DANS UNE AUTRE VILLE, DANS UNE AUTRE ORGANISATION, ETC.**<br><br>En fin 2016, plus de 20 collectivités locales sénégalaises ont manifesté leur souhait de recevoir l'Université de la décentralisation. En plus de l'aspect instructif des participants, elle permet aux élus de pour échanger pendant trois jours avec les autorités qui sont mobilisées |

## G. ÉVALUATION ET MONITORAGE DU PROCESSUS

| |
|---|
| **DÉCRIVEZ BRIÈVEMENT QUELS SONT LES TYPES D'ÉVALUATION DU PROCESSUS QUI ONT ÉTÉ PRÉVUS (INTERNE/EXTERNE), QUELLE EST L'ENTITÉ QUI DOIT LES METTRE EN ŒUVRE ET QUELS SONT LES PARAMÈTRES À MESURER.**<br><br>L'évaluation est tâche réservée à l'Ong Enda Ecopo qui accompagne financièrement le projet et intervient depuis plusieurs années dans ce secteur |
| **INDIQUEZ SI LES CITOYENS ET LES CITOYENNES PARTICIPENT À L'ÉVALUATION OU SI CELLE-CI LEUR EST RENVOYÉE.**<br><br>Les participants donnent leur avis à travers des mails qui sont retournés au Cercle des communicants en décentralisation |
| **EST-IL PRÉVU DE FAIRE UN SUIVI/MONITORAGE DU PROCESSUS PAR LES CITOYENS ET LES CITOYENNES UNE FOIS L'ÉVALUATION TERMINÉE ?**<br><br>Oui |

## H. RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

| |
|---|
| **ÉLÉMENTS DE L'EXPÉRIENCE À SOULIGNER.**<br><br>Ce qui est noté et qui a plus retenu notre attention c'est l'engouement. Désormais toutes les structures qui interviennent dans le secteur de la décentralisation ou qui travaillent sur le budget participatif veulent participer aux sessions de l'Université de la décentralisation. |
| **DÉFIS À RELEVER À L'AVENIR.**<br><br>Le premier défi reste l'organisation des sessions de l'Université de la décentralisation dans toutes les régions du Sénégal. Mais également la construction d'un institut pour des formations en continue. |
| **RAISON(S) POUR LAQUELLE (LESQUELLES) ON ESTIME QU'IL S'AGIT D'UNE EXPÉRIENCE** |

**INNOVANTE.**

Il s'agit d'une expérience innovante parce que c'est organisé par une association composée en majorité de journalistes. L'autre aspect c'est que contrairement aux activités ou l'autorité assiste juste à la cérémonie d'ouverture avec l'Université de la décentralisation elle assiste à l'intégralité des travaux